

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Dans "Unité" n° 4, le journal des jeunes de FMDS

**Le PS et l'élection présidentielle :
Bilan et perspectives**

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : samedi 9 juin 2007

Démocratie & Socialisme

La défaite du PS à l'élection présidentielle, dans un contexte de mouvements sociaux importants, suscite de nombreuses interrogations, dont la réponse se trouve... dans la ligne développée par le PS. Un bilan, même partiel, est dès aujourd'hui nécessaire afin de permettre de dégager au plus vite de nouvelles perspectives politiques.

Une défaite royale due en grande partie à la candidate du PS à l'élection présidentielle

Si tout comme en 2002, le projet du PS ne défendait pas les véritables revendications de la jeunesse et des travailleurs, Ségolène Royal l'a radicalisé à droite. Alors que les récents mouvements sociaux ont montré que les problèmes majeurs des français concernent le droit au travail (bataille du CPE) et la protection sociale (bataille sur la réforme Fillon), Ségolène Royal a privilégié au cours de sa campagne un discours basé sur l'"ordre juste" (absent du programme du PS), les "sécurités durables" et la "démocratie participative" : des thèmes récurrents et qui sont entrés en porte à faux avec les attentes de l'électorat du PS. Quand les thèmes sociaux et économiques ont été abordés, les propositions mises en avant sont souvent restées très floues, n'inspirant alors aucune confiance en ses propos. Alors que Sarkozy menait la bataille avec un discours très libéral, cohérent, fort, charpenté, visant à rassembler son camp sur des bases solides, elle se mettait sur le même terrain politique que Sarkozy avec des sorties déroutantes (drapeau, Contrat Première Chance...), ce qui désorientait son camp.

Durant la campagne, le PS ne s'est jamais adressé au PCF pour une rencontre afin de définir ensemble les conditions d'un gouvernement commun. Il n'a mené aucune campagne en ce sens. Le PCF a donc pu poursuivre sa campagne de dénigrement du PS.

Pour les travailleurs, il n'y avait ainsi aucune perspective crédible d'un gouvernement commun à ces deux partis, par contre le PS passait un accord avec ce vestige du parti bourgeois de la IIIe République qu'est le Parti Radical. La voix était donc ouverte à Royal pour aller plus loin en se prononçant entre les deux tours de l'élection présidentielle pour un accord politique avec le "centre", en réalité avec un parti bourgeois, l'UDF.

Alors, entre un candidat qui fait des propositions et une candidate qui brasse du vent, les indécis ont choisi celui qui proposait des réponses concrètes, dussent-ils y laisser (au moins) leur chemise. Si 75% des chômeurs ont voté pour Royal, seulement 54% des ouvriers ont voté pour elle, et seulement 57% des salariés... tandis que 82% des commerçants et artisans et 67% des agriculteurs votaient pour Sarkozy. 48% des ouvriers, une partie des salariés, un grand nombre de Français dont les idées oscillent n'ont pas vu de différence entre les programmes du PS et de l'UDF, car si elles étaient déjà minces, Royal a, par ses choix politiques et stratégiques, brouillé les lignes politiques et ainsi rebuté une bonne partie de son électorat.

Mais attribuer la défaite du PS à un seul individu ne serait pas juste : Royal est, avec sa propre individualité, le produit de la ligne politique du PS.

En tournant le dos à la jeunesse et aux travailleurs, le PS a préparé la défaite

Si la ligne programmatique du PS répond très vaguement aux revendications des travailleurs et de la jeunesse, le PS a plus d'une fois refusé l'occasion de construire une véritable opposition à l'UMP, l'UDF et le FN. Loin de remettre en

cause sa politique, suite à la défaite de Jospin au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, le PS appelait aussitôt au second tour de 2002 à voter Chirac, muselant ainsi pour un temps toute opposition à Chirac, le légitimant avant son élection, alors que ce n'est que par la rupture avec la logique des institutions qu'une véritable opposition aurait pu et du s'organiser. En 2005 le NON l'emportait au référendum sur le traité constitutionnel européen, un NON provenant essentiellement des travailleurs et de la jeunesse, qui désavouait et le TCE et la politique intérieure de Chirac. La perspective de changer de gouvernement, mise en avant par exemple par Emmanuelli qui avait dit que si le Non l'emportait Chirac devait partir, fut soudainement oubliée par tous ceux qui tinrent cette position, dès le 29 mai 2005 au soir. Enfin en 2006, alors que le mouvement contre le CPE poussait à la démission du gouvernement Chirac-Sarkozy, le PS ne broncha pas, au contraire Hollande (tout comme Buffet) s'exclama : « attendons 2007 » !

Au sein du PS, l'opposition à la majorité de la direction a également refusé de saisir l'occasion d'en terminer avec la politique de Hollande : lors du référendum de 2005, Hollande et ses proches se trouvaient désavoués, mais Fabius et Emmanuelli qui, avec d'autres, avaient au sein du PS appelé à voter Non, laissèrent Hollande en place. Pis même, Fabius, acceptait sans broncher de se faire virer du Conseil National. Alors que le Non au référendum ouvrait la perspective de renverser la majorité d'Hollande (en demandant par exemple l'installation d'une direction collégiale provisoire à la place du premier secrétaire ?), nos éléphants de « gauche » firent l'autruche. Absence de combativité, peur du mouvement des masses, congrès à préparer en vue des élections ? Il faut donc attendre patiemment le congrès du Mans en novembre 2005, qui débouche sur cette synthèse entre la plupart des "chefs" du Non et ceux du Oui. "Oubliant" les positions qu'il avait défendu en 2005, Fabius menait en 2006 la campagne interne du PS sur les positions du projet socialiste, issu de la synthèse. La victoire de Royal dans la campagne interne du PS n'est que le résultat de cette politique : le PS au lieu de défendre les intérêts de la jeunesse et des travailleurs a refusé de saisir les opportunités d'aller au pouvoir.. Ceci a permis l'ascension des carriéristes fourbissant leurs armes et mettant leurs bataillons en avant en vue des maroquins ministérielles, et l'opération "Royal" lancée par les médias.

Enfin le mode d'élection, la désignation du candidat, d'un individu par consultation "de la base" est un mode très peu démocratique car il est décalqué sur le système plébiscitaire de l'élection du président de la Vème République.

Mitterrand à juste titre parlait de "coup d'Etat permanent". Royal s'est installée dans ce rôle de candidat bonaparte, permis par le fonctionnement du PS.

L'histoire du PCF et de la SFIO nous montre que lorsqu'un parti "ouvrier" va trop loin dans la collaboration de classe, il meurt. Demi-tour, gauche ! Oui, mais sur quelle ligne politique ?

Quelles perspectives politiques avant et après les législatives ?

La défaite du PS à l'élection présidentielle trouve sa source principale dans son programme qui, pour l'essentiel, tournait le dos aux revendications des travailleurs et de la jeunesse.

Les élections législatives suivant de peu les élections présidentielles, Sarkozy peut espérer une large majorité de l'UMP à l'Assemblée.

Cette nouvelle victoire de l'UMP pourrait être limitée si le PS modifiait clairement son programme sur quelques points décisifs : le CDI pour tous, dès le premier emploi, l'augmentation immédiate du SMIC à 1500 euros net, la revalorisation des salaires, l'arrêt immédiat des suppressions des postes statutaires de la fonction publique, la création de tous les postes statutaires nécessaires ; une allocation d'étude, la même pour tous les étudiants, indépendamment du revenu familial, d'un montant permettant de vivre et étudier décemment ; abrogation de la

réforme LMD, et de la LOPRI (Loi d'Orientation Pour la Recherche) , refus de la loi cadre sur autonomie des universités ; maintien du droit de grève et refus du service minimum. En tout état de cause, mais dans une situation bien difficile après ces élections, la jeunesse et les travailleurs devront se battre et réaliser l'unité sur ces revendications et donc imposer au PS en particulier qu'il les reprenne à son compte.

La question des alliances est inséparable de ces revendications : aucune alliance, aucun désistement pour le centre.

Les propositions de Sarkozy sont en totale contradiction avec les revendications des travailleurs et de la jeunesse. Aucune négociation avec les propositions du gouvernement n'est donc acceptable ; mais les directions syndicales déjà discutent sur des réformes qui devraient être rejetées. L'Unef n'a pas l'air de savoir sur quel pied danser avec la réforme annoncée sur l'autonomie des Universités. A l'inverse, il faut et faudra, en tant que militant du PS et syndiqués, combattre contre toute politique de négociation des syndicats, ...qui déjà « discutent » avec le gouvernement.

A partir de ces perspectives politiques de programme et de lutte au sein des syndicats, les socialistes seront à même de commencer à se réorienter, d'aborder les élections législatives en meilleure situation et de permettre à leur camp, celui de la jeunesse et des travailleurs de se rassembler contre le capitalisme.

Laure Jinqot